

E d i t o r i a l

François Baratin

L'organisation actuelle de la recherche publique française date de l'après-guerre. Elle a permis à notre pays de rester dans les tout premiers rangs au monde dans la plupart des secteurs de la recherche et de lancer, dans les années 1960, de grands programmes qui assurent aujourd'hui une part importante de nos exportations. Au demeurant, l'environnement change et la question de l'évolution de cette organisation se pose. Les objectifs de ces investissements scientifiques et technologiques doivent également être redéfinis à la lumière de la mondialisation et de l'intégration de notre pays dans l'Union européenne.

Au demeurant, notre effort en R&D ne doit pas se relâcher pour au moins deux raisons. La première est qu'une recherche active et réputée permet de fixer sur notre sol des personnalités imaginatives et inventives qui autrement émigraient à l'étranger. Il y a urgence à réembaucher de jeunes chercheurs dans les laboratoires. Après avoir subi, voire encouragé, une immigration ouvrière dans les années 1970, nous subissons actuellement une forte émigration de jeunes diplômés qui appauvrit notre pays, certes lentement mais beaucoup plus sûrement qu'une fuite de capitaux. Cette sortie de cerveaux est d'autant plus grave qu'elle n'est pas compensée par une immigration de savants que nos procédures d'immigration freinent beaucoup plus efficacement que l'immigration ouvrière. On raconte que la plupart des savants russes qui ont quitté leur pays au début des années 1990 ont d'abord cherché à venir en France. Mais, tétanisés par la crainte d'une immigration massive en provenance des pays de l'Est, nous avons refusé de les accueillir de façon durable. Ils ont été reçus à bras ouverts dans les laboratoires américains, qui sont d'ailleurs en général peuplés d'Européens et d'Asiatiques. Nous savons acheter des joueurs étrangers de football dans nos équipes, mais non des savants dont l'accueil pourtant coûterait moins cher.

La deuxième raison tient à un besoin croissant d'expertises pour soutenir les négociations internationales qui se succèdent dans le cadre de la construction de vastes marchés européens, voire mondiaux. Nous avons un culte de la nature vierge de même que les Japonais ont un culte de la tradition, face à des Américains et des Européens du Nord qui ont peur de s'allonger dans l'herbe et ne veulent consommer que des produits stérilisés et purifiés industriellement. Nos modes de vie sont analysés, l'un après l'autre, dans de vastes négociations internationales : eaux minérales naturelles non traitées, fromage au lait cru, produits non transgéniques, voire tuyaux de plomb pour nous alimenter en eaux potables. Les pays anglo-saxons et de l'Europe du Nord nous imposent leurs normes, point par point, avec des rapports d'experts et un principe de précaution qui nous laissent sans voix : nos négociateurs sont en général dans l'incapacité d'opposer des expertises et contre-expertises scientifiquement incontestables, et ce sont des éléments essentiels de notre culture et de nos modes de vie qui disparaissent ainsi progressivement. Notre capacité à protéger notre art de vivre dépend donc aussi de nos centres de recherche. Encore faut-il savoir anticiper ces négociations, lancer les études susceptibles d'étayer nos positions, et organiser un dialogue constructif entre nos chercheurs, notre opinion publique et nos négociateurs internationaux.